

Tripoli, Libye, 16 juillet (Infosplusgabon) - Des membres du Parlement réunis au Caire depuis plusieurs jours, ont invité tous les députés à se réunir "dans les villes de leur choix, le plus tôt possible, afin de discuter de la formation d'un gouvernement d'union nationale et d'une feuille de route pour un règlement de la crise politique selon un calendrier et des mécanismes de mise en œuvre clairs".

C'est dans un communiqué publié lundi que les membres de la Chambre des représentants ont, à l'issue des réunions tenues au Caire à l'invitation du Parlement égyptien et du Comité national égyptien pour la Libye, qui a duré trois jours, lancé cet appel.

Le document a souligné que "plus de soixante-dix députés de la Chambre des représentants libyenne ont visité l'Egypte, au cours de laquelle ils se sont rendus au Parlement égyptien et se sont réunis avec le Comité national égyptien chargé du suivi du dossier libyen. Ils ont souligné l'importance du rôle de la Chambre des représentants libyenne et la nécessité de trouver une solution à la crise".

Le communiqué a souligné que les députés ayant participé à ces réunions ont tenu "plusieurs rencontres de consultation à huis-clos pour discuter des moyens d'activer les travaux de la Chambre des représentants afin de jouer pleinement son rôle et de discuter de la crise libyenne actuelle et des solutions possibles".

Le communiqué a ajouté que les membres de la Chambre des représentants libyenne réunis au Caire ont convenu de "souligner l'unité de la Libye et la souveraineté sur l'ensemble du territoire et de le considérer comme une ligne rouge", soulignant que "la solution de la crise libyenne passe par la Chambre des représentants comme seule autorité légitime élue par le peuple et constituant son représentant légitime".

Les députés ont également souligné que "l'Etat libyen doit préserver le processus démocratique et l'alternance pacifique du pouvoir conformément à la déclaration constitutionnelle et à ses amendements régissant la période de transition dans le pays".

Ils se sont engagés à "œuvrer à nouveau pour inviter tous les députés qui n'ont pas assisté à la réunion à compléter les discussions approfondies pour résoudre la crise libyenne afin de préserver la sécurité des Libyens et de parvenir à la stabilité, à la paix, à l'harmonie communautaire et au retour d'un dialogue pacifique sous la souveraineté de l'Etat".

Le communiqué souligne que "tout ce qui précède sera achevé lors de la prochaine session de la Chambre des représentants dans n'importe quelle ville à déterminer avec pour objectif, l'appel à discuter de la formation d'un gouvernement d'union nationale et d'une feuille de route selon un calendrier et des mécanismes de mise en œuvre clairs".

Le Parlement libyen est en proie à une scission depuis l'offensive militaire lancée par l'Armée nationale libyenne commandée par le maréchal Haftar le 4 avril dernier pour prendre la capitale libyenne, siège du Gouvernement d'union nationale présidé par Favez al-Sarraj, avec l'installation d'une cinquantaine de députés à Tripoli où ils tiennent des réunions.

On rappelle que le président de la Chambre des représentants en Libye, Aguila Saleh, est accusé d'avoir pris en otage l'instance législative dont les travaux sont boycottés par une partie des députés en majorité de la région de l'Ouest du pays et d'avoir empêché l'adoption du Gouvernement d'union nationale reconnu par la communauté internationale, accentuant la crise politique dans le pays.

© Copyright Infosplusgabon